

Les huit candidats

Le Billet

de Karine Michel

Réalité ou utopie ?

L'exercice du débat – lorsque huit candidats sont en lice – n'est pas simple : parce que le temps de parole de chacun est, naturellement, réduit à sa plus stricte expression (ou presque) sur chacun des thèmes évoqués. Parce qu'il devient difficile de renchérir sur des propos énoncés... Saluons donc l'ensemble des candidats qui, dans ces conditions, se sont prêtés au dit exercice. Saluons d'autant plus leur implication, que le public a parfois fait preuve d'une grande indiscipline, pour ne pas dire d'un manque de respect manifeste... Passons. Le plus important reste le débat sur le fond : sur les sujets retenus par la rédaction – sécurité, finances, développement économique – chacun des candidats a exposé succinctement sa vision de la ville de demain. Pas suffisant pour déterminer qui de ces huit hommes engagés pour La Seyne, sort « vainqueur » de ces deux heures d'échanges. Deux heures au cours desquelles réalisme et pragmatisme ont côtoyé espérance et - ou -... vaine utopie ?

Dans tous les cas, il faudra bien plus qu'un débat pour écrire une nouvelle page de l'histoire de La Seyne...



Patrick Martinenq (SE)



Gilbert Péréa (SE)



Daniel Canépa (DVD)



Marc Vuillemot (PS)



La bourse du travail était comble vendredi soir, à la faveur du débat organisé par notre titre. L'occasion pour les huit candidats en lice à La Seyne d'exposer leurs projets et leur vision de la ville, demain.

Dossier :

Karine Michel, Michaël Guillon, Christophe Gaignebet et Marielle Valmalette
laseyneloc@nicematin.fr

Photos : Eric Estrade

Quelles mesures pour une ville plus sûre ?

Quelles sont les mesures à mettre en œuvre en matière de sécurité, en dehors des policiers municipaux et des caméras ?

Marc Vuillemot : « Il faut une démarche globale, avec une meilleure coordination entre police nationale et police municipale ; une meilleure présence sur les sites repérés ; un renforcement de policiers à certaines heures. La réalité des faits : il y a eu une hausse de 3,5 % de la délinquance dans le Var (en zone police) contre une baisse de 11,5 % sur la ZSP de La Seyne. Il faut agir sur le sentiment d'insécurité, en prenant toutes les mesures utiles à la prévention (éducateurs de rue, formation professionnelle, accompagnement des victimes). »

Daniel Canépa : « Le maire a la responsabilité de la police municipale. Je conserverai cette délégation. Je m'engage fermement à avoir un commissaire divisionnaire. La police municipale a besoin d'être dynamisée avec une police de proximité. La protection des personnes, des biens est prioritaire avant les amendes de stationnement. Il faut un corpus juridique pour interdire les bivouacs et la consommation d'alcool sur la voie publique. »

Laurent Richard : « La première préoccupation, c'est l'emploi. Je ne me sens pas en insécurité. Par contre, je

me sens en insécurité sociale. Après 15 ans de droite, et la politique d'austérité menée par M. Hollande, il y a une rupture pour les gens les plus paupérisés. On peut mettre toutes les caméras qu'on veut dans les quartiers nord et le centre-ville, la délinquance se déplacera dans les quartiers sud. Nous sommes pour le redéploiement des services de police, sans forcément augmenter ses effectifs, et recréer du lien. »

Jean-Pierre Colin : « Il ne faut pas exagérer le sentiment d'insécurité. Mais il faut une collaboration sans faille entre la police nationale et la police municipale ; repasser de 50 à 90 policiers municipaux en recrutant en interne. Nous devons améliorer le système de vidéoprotection en mutualisant les moyens au niveau de l'agglomération. Il est très important de revenir à l'ilotage. Je propose de créer des mairies annexes et d'y mettre un petit poste de police municipale. Il faut aussi mettre 20 policiers à demeure dans le centre-ville. »

Damien Gutierrez : « La Seyne a le seul centre-ville de France classé en ZSP. Le taux d'élucidation ne dépasse pas 40 %. Les trafics de stupéfiants ont doublé. Il faut plus de policiers municipaux, de caméras, et une présence dissuasive. Nous devons affirmer son autorité, faire res-

pecter les arrêtés municipaux, créer une police cynophile dans le centre ancien. Il y a des zones de non droit, notamment dans les quartiers nord. Je propose de priver d'accès au CCAS et au logement social les délinquants récidivistes, lutter contre le nomadisme. »

Patrick Martinenq : « A court terme, il faut essayer d'améliorer la prévention, avec davantage de policiers municipaux. J'ai entendu que deux quartiers ont un problème de sécurité : le centre-ville et les quartiers nord. Pourquoi ? On peut tous vouloir plus de police municipale et de caméras, mais tant que cette ville n'aura pas de projet économique, qui crée de vrais emplois face à une économie souterraine se développant, on n'arrivera à rien. Ça fait 20 ans que des zones entières sont à l'abandon. »

Philippe Vitel : « La municipalité a sous-estimé ce thème. Des mesures s'imposent : avoir un système de vidéoprotection en nombre et efficace. Mon engagement, c'est 100 caméras, plus 10 caméras nomades. C'est d'avoir aussi un centre opérationnel qui fonctionne 24 h sur 24, une police municipale augmentée à 70 ou 80 personnes, une antenne dans les quartiers nord et une autre dans le sud, plus une brigade nautique. La prévention de la délin-

quance doit être dotée de correspondants de nuit. »

Gilbert Péréa : « L'insécurité est une réalité. On peut lier ça à la question du travail, mais il y a eu quelques problèmes puisque le précédent directeur de la police municipale a été suspendu... Je suis pour la création d'un service d'accompagnement des personnes âgées, surveiller le domicile des personnes partant en vacances, lutter contre les tags, éliminer le trafic de drogue aux portes de la ville, une surveillance accrue autour des collèges et lycées, améliorer l'éclairage public. »

M. V. : « La police municipale travaille déjà la nuit. On a un policier pour 1278 habitants, contre un pour 1449 habitants pour la moyenne des villes de TPM. Et 42 policiers de plus, cela représente 1,9 M€ soit 5 % d'impôts supplémentaires. »

D. G. : « Les postes sont pourvus pour les animateurs, il faut prévoir les postes pour la police municipale ! »

J.-P. C. : « Il y avait 90 policiers municipaux sous la mandature précédente, ils ont été reversés dans l'administration. Il faudra qu'ils réintègrent la police municipale. »

M. V. : « Il y avait 48 policiers en 2008, il y en a 53 aujourd'hui. »

D. G. : « Ce n'est pas assez ! »



confrontent leurs idées

Faut-il réduire le train de vie de la commune ?

Comment réduire les dépenses communales et quels engagements prenez-vous en matière de fiscalité ?

Jean-Pierre Colin : « Je rappelle que la majorité sortante a augmenté le taux des taxes locales en 2008 avant de supprimer certains abattements. La pression est forte, la ville est exsangue. Il faut faire des économies. Nous nous engageons à ne remplacer que 20% des fonctionnaires. »

Concernant le train de vie municipal, le maire sortant a commencé le travail – il faut le reconnaître – mais il faut aller plus loin. La priorité, c'est l'emploi, pas forcément l'économie sociale et solidaire. »

Damien Guttierrez : « L'argent est un problème sacré. Si le bilan du FN à Toulon est moyen, c'est qu'il n'y a pas eu assez d'investissements. Il faut dégager des marges de manœuvres et il y a des gisements d'économies à La Seyne. Nous réduirons les subventions à la culture, et le budget communication. Je préfère rendre cet argent aux contribuables. On ne peut pas se permettre d'avoir des spectacles gratuits. Nous

nous engageons à ne pas remplacer les départs à la retraite de fonctionnaires et à renégocier les taux des emprunts. »

Patrick Martinenq : « Avant de préparer le budget 2014, il faut réaliser un audit, puis l'élaborer avec la population pour voir où faire des économies. On ne pourra sortir de cette situation infernale sans un projet ambitieux capable d'enrichir la commune. »

Daniel Canépa : « Le constat est difficile. La Seyne est la 12^e ville la plus endettée de France. On a des charges de personnel élevées. Si on ramenait ces dépenses au niveau de celles de Six-Fours, on aurait 15 millions d'euros d'économies... »

Je m'engage à stabiliser les impôts. On pourra jouer dessus après 2017. Il faut également une justification des dépenses dès le premier euro. Il faut une véritable stratégie financière et jouer la carte de la solidarité communautaire. »

Gilbert Péréa : « La Seyne a un budget 20 à 25 % inférieur que les communes de même strate. Il faut un véritable plan Marshall et exiger la solidarité de TPM, soit 30 millions d'euros par an. Cela représente 8 % du budget de



Olivier Biscaye, directeur des rédactions du groupe Nice-Matin a animé le débat entre les huit candidats.

l'agglomération. L'argent est à TPM, c'est là qu'il faut se battre, pas se coucher. Il faut qu'il y ait une répartition des pauvretés. »

Philippe Vitel : « La masse salariale a augmenté. Il faut un audit des ressources humaines, des finances et de Terres du sud habitat. Les subventions de l'Etat baissent. La dotation globale de fonctionnement (versée par l'Etat, Ndlr) va chuter de 7,5%. Il y aura 600 000€ à trouver en 2014 et 1,2 million d'euros en 2015. Notre objectif est de baisser les impôts à partir de 2016 et de ne pas remplacer les fonctionnaires, sauf les policiers mu-

nicipaux.

Il y a des économies à trouver, on ne peut pas raser gratis ! »

Laurent Richard : « Il faut chercher l'argent là où il est. Les dotations de l'Etat ont été gelées sous Sarkozy et ont baissé sous la gauche... La dette est un alibi pour augmenter les impôts et réduire les services publics. La dette est un faux problème. On fait dire ce qu'on veut aux chiffres. Ce qui compte, c'est de financer des projets d'avenir. »

Marc Vuillemot : « Sur ces questions, il faut être précis. La dette de la ville est aujourd'hui de 143 millions

d'euros. 65 % des emprunts ont été souscrits lors des deux mandats précédents. Depuis 2008, la ville s'est endettée à hauteur de 1,7M€ par an, contre 7M€ par an lors du précédent mandat. Oui, il faut continuer à réduire les coûts de fonctionnement. Ils ont baissé de 14%, revenant au niveau de 2004. Les dépenses de personnel représentent 56% du fonctionnement (contre 54,7 pour les communes de même strate) mais nous avons remunicipalisé certains services. Il faut continuer à faire ce qui se fait depuis six ans. Et se canaliser sur des investissements créateurs de richesses pour la commune, comme le casino. »

Jean-Pierre Colin : « Hyères a 1 100 employés municipaux et le maire semble s'en satisfaire. Combien Marc Vuillemot en a-t-il embauchés pour arriver à 1700 ? »

Marc Vuillemot : « Il y en a 1384 aujourd'hui à La Seyne [...] Depuis le début du mandat, il y a 95 emplois statutaires en plus et 106 non statutaires supplémentaires. Soit une hausse de 8,9 % alors que, dans le même temps, la population a augmenté de 10,3 %. »



Philippe Vitel (UMP)



Laurent Richard (FDG)



Damien Guttierrez (FN)



Jean-Pierre Colin (UDI)

Si je suis élu maire...

A la question « Quel maire serez-vous si vous êtes élu ? », les candidats ont répondu :

Jean-Pierre Colin : « Je reverserai, chaque mois, 50% de mon indemnité d'élu à un chef d'entreprise seynois qui embauche. »

Damien Guttierrez : « Je serai respectueux de l'argent public. Je respecterai les dix engagements qui figurent au verso de notre programme (non-cumul...) »

Laurent Richard : « Nous travaillerons en équipe avec la population. Nous organiserons des référendums locaux, nous créerons des comités de quartier pour rendre le pouvoir au peuple. »

Philippe Vitel : « Je mettrai au service des Seynois mes 18 ans d'expérience. Avec mon équipe compétente, nous redonnerons du lustre et de l'attractivité au centre-ville. »

Marc Vuillemot : « Je serai respectueux de tous, y compris de la

minorité municipale. Nous travaillerons ensemble comme ce fut le cas durant ce mandat. »

Daniel Canépa : « Je mettrai mes compétences à la disposition des citoyens. Je serai maire à temps complet, sans attendre 2017⁽¹⁾. Nous allons faire de La Seyne une ville désir, une ville solidarité... »

Gilbert Péréa : « Je serai le maire d'un mandat unique. Les gens ont tellement besoin qu'on les accompagne qu'on ne peut pas perdre de temps ailleurs. L'important c'est de se battre pour trouver des logements, des emplois pour la population. »

Patrick Martinenq : « Le respect est essentiel, alors quand on fait de la politique, on doit être au service de la population, toujours disponible. Je mènerai une gestion rigoureuse et enfin, j'apporterai une ambition pour la ville. »

1. Loi sur le cumul des mandats.

Les phrases

« Si vous voulez faire de La Seyne une ville du tout tourisme, c'est une erreur économique. Vous n'allez pas faire 20 000 vendeurs de crêpes et de glaces. »

Laurent Richard à propos du développement économique

« Le gigot a été bouffé, il reste plus que l'os »

Gilbert Péréa à propos des finances communales

« Le problème, c'est que les amis de Hollande sont à la mairie et Hollande est à l'Elysée. »

Philippe Vitel à propos de la baisse des dotations de l'Etat

« Il ne faut plus faire n'importe quoi. Les factures à 117 000 € ça ne se passera plus si je suis maire. »

Jean-Pierre Colin, à propos de la gestion de Terres du Sud Habitat

« Certains de mes concurrents gagneraient à mieux connaître la réalité du territoire de la commune. »

Marc Vuillemot, à propos du nombre de policiers municipaux

« J'en profite pour demander qu'on ne confonde pas Daniel Canépa et Joël Canapa. »

Daniel Canépa, en prenant la parole au sujet des finances

« Si le bilan du FN à Toulon est moyen, c'est qu'il n'y a pas eu assez d'investissements. »

Damien Guttierrez, à propos des finances

« Il n'est pas raisonnable dans la rade de Toulon d'avoir ces activités de dépotoir, c'est incompatible avec des activités de tourisme et de haute technologie. »

Patrick Martinenq à propos du retraitement des boues et du désamiantage des bateaux.

Quels projets de développement économique ?

Laurent Richard : « Il faut rendre La Seyne attractive. Nous avons un projet de déconstruction navale, porté par l'Union européenne et la Région, et qu'il faut installer sur la commune. Ce sera notre chance pour remettre du neuf dans la politique économique et créer de l'emploi industriel. Il y aura 1500 bateaux à déconstruire dans les dix ans à venir. La Seyne peut accueillir cette infrastructure, appuyée par le savoir-faire de DCNS, en intégrant le facteur écologique ».

Daniel Canépa : « La Seyne a souffert de la mono-industrie, ce n'est pas pour recommencer. Il faut développer les transports maritimes; un pôle logistique entre la gare, le port et les voies autoroutières. Bien sûr investir sur le tourisme, en accueillant les croisiéristes. Accompagner, l'implantation des hôtels. Il faut aussi attaquer le projet de la corniche de Tamaris. Et rechercher l'émergence de pôles d'attractivité : un jardin méditerranéen sur la partie non constructible des terrains Total, un centre de bien-être aux Sablettes, un village de l'architecture contemporaine. Explorer les voies d'avenir (nouvelles technologies, développe-



Des centaines de Seynois sont venues écouter les arguments des candidats.

ment durable, sport) ».

J.-P. Colin : « Notre avenir est basé sur le tourisme, le commerce, les nouvelles technologies. Nous avons du foncier et surtout la jeunesse. Seule l'économie industrielle et commerciale est créatrice d'emplois stables. Il faut redonner confiance aux investisseurs, petits et grands. Trois sites majeurs à La Seyne : Brégaillon avec le pôle mer et la haute technologie; les ateliers mécaniques où le privé doit s'investir avec un aquarium, un hôtel, un cinéma, un casino, l'accueil des yachts, l'amélioration de

l'accueil des croisiéristes et des pépinières d'entreprises (ainsi qu'à Berthe). Enfin, les Sablettes avec le développement du tourisme. Il faut aussi développer la formation professionnelle et le CFA de la mer. »

Gilbert Péréa : « M. Richard, votre projet me séduit ! Le seul problème, c'est le financement par rapport aux pays du Tiers-monde forcément plus productifs ! Certains proposent des choses, pourquoi ne pas l'avoir fait avant ? Coca-Cola est parti à Signes ! Je souhaite une cellule économique avec trois personnes, pour aller cher-

cher des investisseurs partout dans le monde, en Russie, dans le monde arabe et asiatique. Le maire doit être le commercial de la ville. »

Damien Guttierrez : « Pour consommer, les commerçants le savent, il faut pouvoir circuler, stationner, être en sécurité et ne pas être asphyxié de charges. Il faut désenclaver le port et les quartiers sud, pour qu'on puisse les traverser, stationner, retrouver un marché nocturne. Il faut arrêter de laisser TPM sous-louer des terrains avec des entreprises seynois quand la municipalité socialiste les

brade au privé. Arrêter de faire du business avec le patrimoine là où les Seynois y ont laissé leur santé. »

Patrick Martinenq : « Depuis des années, je défends le projet de faire de La Seyne la capitale de la mer. Il faut sortir un plan d'urbanisme moderne, prendre des orientations maritimes. Sans ce document, n'importe quel maire n'est pas crédible. Si on paie tant d'impôts depuis plusieurs mandats, c'est parce que contrairement à ce qu'on pense, on a déjà mis plus de 100 M€ sur le site des chantiers navals. Le maire

doit se battre pour trouver des investisseurs et les convaincre que La Seyne a un projet national et vital. »

Philippe Vitel : « 4400 Seynois sont au chômage, il n'y a que 15 000 emplois à La Seyne. Il faut travailler tous azimuts au développement économique de la mer (yachting, grande plaisance, pisciculture, tourisme). Il faut développer l'hôtellerie, la thalassothérapie, le tourisme senior et de mémoire et le handi-tourisme. On doit finir les projets actuels : le port, le casino, le hangar CPM, Monaco Marine. Brégaillon accueillera le pôle mer à vocation mondiale, et il faut renforcer l'artisanat et le commerce. »

Marc Vuillemot : « La mer a toujours fait vivre notre ville. Il faut saisir toutes les opportunités, mais rester dans notre champ de compétence : quand il a fallu soutenir le ro-ro, on a créé les conditions de ce développement en demandant la création d'un giratoire. On travaille sur la corniche de Tamaris depuis 2009 : avant les équipements de surface, il faut refaire l'enrochement, les réseaux sous-terrains. En faisant cela, on valorise le patrimoine maritime, architectural, paysager. »

Quelles solutions pour fluidifier la circulation ?

En raison du nombre important de candidats en lice à La Seyne, le débat sur les trois thèmes choisis par la rédaction (lire pages précédentes) a nécessité près de deux heures d'échanges. Du coup, le temps consacré à cette soirée était quasiment écoulé quand est arrivé le moment des questions de la salle. En outre, une partie du public s'est montrée particulièrement indisciplinée en fin de séance (les huées et les applaudissements ponctuaient les interventions des candidats, sans parler des interpellations directes). Pour ces deux raisons, Olivier Biscaye, qui arbitrait le débat, a décidé de ne prendre que deux questions de la salle. La première concernait Damien Guttierrez (*lire ci-contre*), la seconde, que voici, intéressait l'ensemble des candidats.

Paul Boudot : Je voudrais évoquer un problème qui ennuie considérablement les Seynois, à savoir la circulation et les bouchons en entrée de ville qui, le soir, peuvent bloquer durant ¼ d'heure. Or, personne n'a évoqué de nouvelle infrastructure routière. Quel est le candidat, et je voterai pour celui-là, qui présentera un pont ?

Jean-Pierre Colin : « Pour régler les problèmes de circulation, il faut que les élus de La Seyne qui sont présents à TPM, agissent pour que la ville soit prioritaire dans la relation



Paul Boudot (à gauche) et René Touaty (à droite) ont pu interroger directement les candidats.

du BHNS⁽¹⁾ entre Toulon et La Seyne. Nous devons aussi développer la navigation maritime car nous avons besoin de plus de transit entre St-Mandrier, La Seyne et Toulon ».

Damien Guttierrez : « Pas un pont parce que c'est cher et moche – ça défigurerait le port. Nous proposons un parking de 500 places, une esplanade de 9000 m², et une traversée du centre-ville sous une dalle de 220 mètres ».

Laurent Richard : « Il faut voir avec TPM pour un transport en commun moderne et gratuit tel que le tramway. Car avec un tramway, on solutionne les problèmes de circulation et de pollution ».

Philippe Vitel : « L'agglomération doit réfléchir à un nouveau mode de déplacement urbain. Hubert



Falco s'y est engagé le jour de l'inauguration du tunnel. Il faudra que La Seyne y prenne toute sa place car aujourd'hui, elle n'est pas considérée dans le projet de BHNS. Il y aura aussi un nouveau pôle d'activités du côté des Mouissèques et de Porte Marine qui va compliquer encore plus le problème au niveau du port. Là, il y a deux solutions : soit on passe dessus, soit on passe dessous. Je suis personnellement favorable à un pont ».

Marc Vuillemot : « Ni pont ni tunnel ; nos capacités financières ne nous le permettraient pas. On peut par contre agir sur l'élargissement du port, de telle sorte qu'on puisse gagner à la fois pour l'élargissement des terrasses et pour la fluidification la circulation. On doit en effet

continuer à se battre pour obtenir l'arrivée d'un tramway ou d'un BHNS en site propre (...). Sans oublier le projet de ferry de TPM en 2016 et 2017 depuis Brégaillon jusqu'à Saint-Mandrier ».

Daniel Canépa : « Il faut à la fois repenser le plan de circulation, obtenir un tramway et non un BNHS, développer les navettes maritimes, et encourager les transports doux. Si tout ça ne fonctionne pas, il faut envisager un boulevard urbain qui détourne du centre-ville. Et avoir une cohérence dans le développement : se demander, à chaque fois qu'on amène du monde, si la circulation ne va pas en souffrir encore davantage ».

Gilbert Péréa : « Je défends l'idée du pont mais, dans le même temps, étant très attaché à la démocratie, je proposerai un référendum car, pour ce type de projet, c'est aux Seynois de décider. (...) Concernant le souterrain, pourquoi pas, à part le coût et le problème que, pendant les travaux, on passera où ? A l'inverse, si on construit un pont, on pourra circuler normalement pendant les travaux ».

Patrick Martinenq : « On peut discuter d'un pont, d'un tunnel ou autre, mais tant qu'on n'aura pas un plan d'ensemble, rien ne fonctionnera. Arrêtons de perdre du temps, soyons enfin sérieux dans cette ville ».

1. Bus à haut niveau de services.

M. Guttierrez pris à partie

Prenant le micro dans le public, René Touaty (colistier de Patrick Martinenq) interpelle Damien Guttierrez : « La politique culturelle de la ville, c'est très important, or vous voulez la réduire. Pourquoi ? En outre, La Seyne est une ville importante (65 000 habitants et plus de 100 millions de budget); quelles sont vos compétences pour gérer ce type de ville ? »

D. Guttierrez : « Sur la culture, je répète que le tout gratuit doit servir l'intérêt général, et non une part, même non négligeable, de la population. Les Seynois utilisent des routes, paient des impôts, veulent stationner, c'est bien toute la population qu'il faut privilégier. C'est notre conception des choses. Concernant mon profil, j'ai eu la chance de bénéficier d'un service détaché quand j'étais militaire, et j'ai exercé une activité de directeur de cabinet d'un maire dans une ville qui concentre bien plus de contraintes en région parisienne que La Seyne ».